

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 30/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PACKAGING EX OTOR PICARDIE

570 rue Nationale
80500 Trois-Rivières

Références : 2025-E10115
Code AIOT : 0005102078

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2025 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING EX OTOR PICARDIE implanté 570 rue Nationale 80500 Trois-Rivières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING EX OTOR PICARDIE
- 570 rue Nationale 80500 Trois-Rivières
- Code AIOT : 0005102078
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DS SMITH PACKAGING est l'un des principaux fabricants mondiaux de papier pour

ondulés et de papiers spéciaux pour les emballages.

DS SMITH exploite à Trois-Rivières une usine de fabrication de papier/carton à partir de vieux papiers (environ 70 000 t/an) ; de plus le site réalise la transformation de carton en emballage et imprime certains cartons.

Il est autorisé à exploiter par un arrêté préfectoral du 21 février 2000 modifié par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires dont ceux du 21 mars 2011 et du 27 août 2021 concernant les dispositions sur les prélèvements en eau et les rejets.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements et consommation d'eau	AP Complémentaire du 27/08/2021, article 2.1	Sans objet
2	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/02/2000, article 1.1	Sans objet
3	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 21/03/2011, article 3.2.2	Sans objet
4	Gestion Globale de l'eau	AP Complémentaire du 11/10/2021, article 2.	Sans objet
5	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 11/10/2021, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire le point sur les niveaux de prélèvements d'eau de l'établissement, et sur la mise en œuvre des actions d'optimisation de la gestion de l'eau identifiées dans l'étude technico-économique remise par l'exploitant en octobre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/08/2021, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation
Prescription contrôlée : Le prélèvement d' eau en rivière [Avre], destiné aux activités industrielles, est limité à 2000 m3/j.
Constats : L'inspection des installations classées a consulté les déclarations annuelles GEREPP transmises par l'exploitant. On y voit que ces dernières années l'exploitant a déclaré travailler de 358 à 364 jours dans l'année. Une extrapolation de la valeur limite journalière sur une année amène au maximum à multiplier la

valeur par 364 jours, ce qui donne un prélèvement maximal de 728 000 m³/an.

Les niveaux de prélèvements suivants ont été déclarés sous GEREP :

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Prélèvement eau de surface (en m ³)	594 199	571 341	594 895	562 593	627 599	515 728	474 948
Prélèvement réseau (en m ³)	/	/	/	26 131	/	/	30 340

Pour l'année 2025, l'exploitant a déclaré avoir prélevé les volumes suivants entre le 1^{er} janvier et fin août : 364 277 m³ en eau de surface et 18 049 m³ au réseau public.

Le niveau maximal annuel est donc respecté.

L'exploitant a présenté en séance son tableau de suivi des prélèvements journaliers en eau de surface. Il fait apparaître deux légers dépassements en juin et juillet (à 2050 et 2040 m³/j). La moyenne des prélèvements journaliers sur l'année 2025 est de l'ordre de 1500 m³/j.

Les valeurs de prélèvements ci-dessus montrent une consommation plus importante en 2022. L'exploitant a indiqué que cela avait été dû à une fuite sur un refroidisseur identifiée au dernier trimestre de l'année car à l'époque l'exploitant n'effectuait pas un suivi quotidien de ses niveaux de prélèvement.

Le prélèvement au réseau est réglementé par l'article V.1 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2000 à un maximum de 50 m³/j , soit sur une année un maximum de $50 \times 364 = 18\,200$ m³/an
L'arrêté précise que cette eau est réservée aux besoins sanitaires et à caractère domestique. Comme semblent l'indiquer les valeurs de prélèvement annuelles, l'exploitant a convenu prélever plus de 50 m³/j au réseau de distribution public. Il a précisé que cette eau était utilisée pour les besoins incendie, sanitaire mais surtout pour le process (sur les 30 340 m³ prélevés en 2024, 29

123 m³ l'ont été pour le process selon l'exploitant). Aussi l'exploitant a indiqué que les besoins en eau avaient évolué depuis 2000 (année de l'arrêté préfectoral prescrivant la limite en eau potable) et que la configuration des installations avait changé. L'exploitant a par ailleurs précisé qu'aucune limite maximale ne lui était fixée par le gestionnaire du réseau de distribution.

Le niveau d'eau prélevée au réseau n'est pas relevé quotidiennement. L'exploitant a indiqué qu'un tel suivi n'était pas possible actuellement étant donné que les compteurs actuels appartiennent à la ville, il ne peut donc pas y accéder librement. Néanmoins l'exploitant souhaiterait pouvoir procéder au changement de ces compteurs pour ainsi les raccorder à leur système de reporting automatique « Energy » et effectuer ainsi un suivi journalier de cette eau prélevée au réseau.

L'exploitant va étudier la possibilité de réduire les niveaux de prélèvement au réseau public notamment en menant des réflexions sur la réutilisation des eaux en complément de l'étude technico-économique menée sur le prélèvement en eau de surface (cf point de contrôle n° 4).

Au regard de ces différents éléments l'inspection des installations propose de ne pas donner de suite au non-respect de la limite journalière de prélèvement au réseau public mais proposera dans un rapport distinct un projet d'arrêté préfectoral qui demandera d'étudier la réduction des prélèvements au réseau. Cette étude fera l'historique des prélèvements et l'évolution des besoins et des techniques afin d'évaluer les pistes d'optimisation pour réduire les prélèvements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : L'exploitant informera l'inspection des installations classées de l'avancée de ses démarches auprès des services communaux en vue de remplacer les compteurs d'eau en provenance du réseau de distribution public.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2000, article 1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation

Prescription contrôlée :

[...] Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les niveaux de prélèvement en eau de surface sont bien relevés tous les jours. L'exploitant a présenté son tableau de suivi (tableur Excel).

Les compteurs sont reliés à une plateforme interne en ligne (Energy) qui génère quotidiennement un courriel aux différents responsables du site (directeur, responsables de services et de plusieurs ateliers). Les niveaux de prélèvement des derniers jours sont détaillés dans ce courriel quotidien. Par ailleurs tous les matins ont lieu des réunions de production où le sujet

des prélèvements est évoqué si les indicateurs montrent une dérive. L'exploitant envisage d'être plus fin dans le maillage des compteurs (ajout de sous-compteurs) afin de sectoriser la papeterie et la cartonnerie et ainsi être plus rapide dans l'analyse des potentielles dérives au niveau des prélèvements.
Comme indiqué au point de contrôle précédent, les compteurs du réseau d'eau public appartiennent à la Ville et sont relevés mensuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2011, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, en particulier après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le schéma des réseaux d'alimentation et un plan des réseaux de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire ou le milieu de prélèvement, ...) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ...) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou vers le milieu naturel).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un schéma de procédé (« flow sheet ») représentant les flux d'eau « claire » (alimentation en eau de rivière) daté du 12 février 2024. Le plan général a été présenté. Sa dernière mise à jour est de 2004 selon le cartouche, mais l'exploitant a indiqué que cette date était erronée. Le plan daterait de 2018.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : l'exploitant veillera à la mise à jour des plans et schéma des réseaux d'alimentation en eau et vérifiera la date reportée sur ces plans. Si une mise à jour de ces plans s'avère nécessaire, l'exploitant transmettra la version électronique mise à jour à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion Globale de l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/10/2021, article 2.
Thème(s) : Risques chroniques, Etude technico-économique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2019.</p> <p>L'étude comporte a minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etat actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière. - Descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées. - Etude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles. - Echancier de mise en place des actions de réduction envisagées. <p>L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.</p> <p>A remettre sous un délai de 9 mois (article 4)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis en octobre 2022 son étude technico-économique, datée du 27 septembre 2022.</p> <p>Un point a été fait lors de la visite sur les différentes actions identifiées dans l'étude. Des projets ont abouti comme la modernisation de la machine à papier et de l'onduleuse réalisée en avril 2023 pour un investissement de l'ordre de 4,5 millions d'euros.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant a évoqué d'autres actions mises en place sur le site depuis 2022 ce qui a permis de diminuer les niveaux de prélèvements tel que constaté au point de contrôle n°1. Parmi ces actions, figure l'installation de nouveaux compteurs et sous compteurs afin d'estimer plus finement la répartition de la consommation d'eau sur le site. L'exploitant a précisé que certains sont encore prévus au niveau de la cartonnerie.</p> <p>Les actions que l'exploitant indique avoir mises en œuvre sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduction des purges chaudières par la mise en place d'un osmoseur, - recirculation de l'eau de refroidissement de la presse à balles, des compresseurs et des groupes hydrauliques enrouleuse et bobineuse, - recirculation de l'eau des pompes à vide, - remplacement des « chambres à racles »(machine d'impression) : passage de 40 litres par lavage au lieu de 200 litres, - réutilisation des buées de la sécherie. <p>Un rapport distinct sera transmis à monsieur le préfet afin d'instruire l'étude technico-économique. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera joint afin d'acter certaines</p>

diminutions de prélèvement et de prescrire des études complémentaires, notamment concernant la possibilité de réutilisation des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/10/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'actions sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan d'actions « sécheresse ».</p> <p>Ce plan d'actions devra comporter une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse, et les effets qu'elles ont produits (bilan environnemental, réduction des prélèvements).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'actions sécheresse a été remis avec l'étude technico-économique en octobre 2022.</p> <p>En plus des actions ou pistes d'actions identifiées dans le cadre de l'étude technico-économique, l'exploitant identifie les actions possibles suivantes dans son plan d'actions sécheresse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - communication auprès du personnel <p>L'exploitant estime à 5 % la possible réduction des prélèvements d'eau suite aux actions de communication.</p> <ul style="list-style-type: none"> - augmentation du volume d'eau traitée réutilisée. <p>Un point sera également fait sur le sujet dans le rapport d'instruction distinct évoqué au point de contrôle précédent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite